

■ **Espionnage, mensonges et conséquences**

par **François-Bernard Huyghe**
le 9 juillet 2013

Sept piliers de la surveillance

Depuis le mois de juin, nous avons appris :

1 - Que le G8 était écouté et qu'un délégué ne pouvait aller au cybercafé du coin sans que les services de sa Majesté n'interceptent ses messages...

2 - Qu'aux Etats-Unis, l'opérateur téléphonique Verizon (comme sans doute d'autres) livrait à la National Security Agency des millions de métadonnées, non pas le contenu de conversations téléphoniques, mais des indications sur qui s'est connecté avec qui, d'où à où et quand, indications qui révèlent largement ce que fait quelqu'un et de quel réseau il fait partie, qu'il s'agisse d'un réseau terroriste, politique ou d'affaires... ceci sans compter les écoutes "classiques" et légales.

3 - Que les grands du Net, Google, Skype, Apple, Facebook, et autres donnaient un accès qui semble incontrôlé aux mêmes services : contenu des échanges, métadonnées, données personnelles confiées aux opérateurs ou plates-formes. Cette opération dite Prism devrait fournir à la fois a) des informations très fines sur des individus (même des sociétés commerciales en croisant quelques données personnelles et des données sur vos connexions en ligne savent très vite votre âge, votre sexe, votre niveau de revenu, vos goûts dans différents domaines, vos relations...) b) des informations non moins précieuses sur des mouvements collectifs d'opinion, voire des "conspirations"...

4 - Que tout ceci est légal puisque des cours secrètes suivant des procédures secrètes l'autorisent ; et que de toutes les manières, il ne s'agit de surveiller que des étrangers et des gens qui ne résident pas aux USA, donc que cela ne viole en rien la constitution. Mais au fait, comment savez-vous qu'ils sont étrangers ? Réponse : nos ordinateurs repèrent que leurs messages contiennent des termes qui indiquent avec 51 % de probabilité qu'ils sont étrangers. Question : comment obtenez-vous ces mots-clefs sans intercepter préalablement leur correspondance et qu'en est-il des 49% d'erreur probable ? pas de réponse...

5 - Que la NSA britannique le GCHQ étudie encore davantage de communications, suivant la même méthode de "pêche au chalut" (intercepter des millions de messages, les conserver et faire effectuer des recherches sémantiques par des ordinateurs surpuissants pour y découvrir des éléments suspects) mais ils le font sur des câbles sous-marins...

6 - Que, comme tout ce qui précède ne suffit pas, les services américains font également de l'espionnage ciblé sur des ambassades, ou des institutions comme l'Union Européenne, chez eux et à l'étranger, avec micros, pénétration dans les ordinateurs, etc...

7 - Que quelqu'un qui révèle tout ce qui précède est un dangereux espion mettant en péril le monde libre et qu'il est donc parfaitement normal de détourner l'avion d'un chef d'État susceptible d'abriter ce personnage en quête d'asile et de fouiller de fait l'aéronef suspect. Ceci avec l'aide d'alliés complaisants et sur la foi d'indications dont personne n'a révélé la source. Et pendant que nous négocions un accord commercial dont est sensé dépendre le sort de la planète : une véritable ouverture dans notre monde encore trop cloisonné... car qui pourrait imaginer que l'administration Obama fasse de l'espionnage économique ou diplomatique ?

Tolérance

Imaginons un quart de seconde que tout ceci ait été le fait de Vladimir Poutine et de quelques gouvernements fantoches à sa solde. Avec quel mâle courage nous aurions dénoncé l'autocrate ! Quel intéressant débat nous aurions pu ouvrir, intellectuels, mes frères, sur la comparaison avec l'époque soviétique, les causes structurelles et les causes contingentes du Panoptique.

Certes nous avons roulé des yeux. Nos gouvernants ont déclaré "intolérable" (vous avez bien lu, intolérable, autrement plus viril que Madame Merkel) ce que nous avons toléré trois jours après.

Puis vinrent les reculades. Sanctionner les USA, retarder les négociations ? Peut-être amis à conditions que nos vingt-sept amis européens dont plus de la moitié sont des atlantistes convaincus nous suivent sur cette voie. Une commission Théodule étudiera la question et Obama a promis qu'il rassurerait le président "Houlan".

Ce n'est pas sous Sarkozy l'Américain que l'on aurait vu cela (pour la petite histoire : l'Express avait révélé à la fin de l'année dernière que les services américains avaient pénétré l'intranet de l'Élysée sous ledit Sarkozy sans que cela fasse réagir toute mesure la nouvelle présidence).

Rassérénée, la patrie des droits de l'homme à refusé le survol de son espace aérien à un avion présidentiel où aurait pu se dissimuler Snowden, l'obligeant de fait à atterrir en Autriche. Explication donnée : il y a eu des "informations contradictoires" (lesquelles ? fournies par qui ? par quels alliés en qui nous avons toute confiance ?), et par simple erreur, quelqu'un à Matignon (le planton de service ?) a pris une décision que le président de la République a corrigée aussitôt qu'il a appris que le président Morales était - devinez où - à bord de son avion présidentiel, entre temps déjà détourné.

Sur ce, un journal d'une rigueur morale irréprochable révèle que la DGSE fait à peu près la même chose avec ses stations d'interception électronique. Nous aurions même des ordinateurs de pointe pour mouliner des millions de mots clefs. Nous serions alors en mauvaise posture pour critiquer les États-Unis. Plus fort que tout, alors que le budget de la NSA se situe peut-être jusqu'à 10 milliards de dollars, la DGSE à réussi à se doter de ce matériel époustouflant sans éveiller l'attention sans doute par quelque habile manipulation comptable.

Du coup, on se souvient que dans les années 90 il y a eu l'affaire Échelon. (Occasion pour des millions de gens de découvrir l'existence de la NSA et du gigantesque système des "Grandes oreilles d'oncle Sam") Et que l'affaire Échelon avait amené en réaction la révélation de l'affaire dite Frenchelon (des stations d'interception françaises). Donc pourquoi se frapper pour cette vieille affaire, pour ne pas dire ce secret de Polichinelle ?

Et au final, le ministre de l'Intérieur peut déclarer dans une interview à l'Usine Digitale "Il faut cependant être lucides : pour protéger leurs populations, tous les États ont besoin d'accéder à certaines communications électroniques, aussi bien en matière de renseignement que de poursuites judiciaires... Mais l'exploitation des métadonnées ou des contenus n'est légitime que si elle se rapporte à des finalités de sécurité bien circonscrites : lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée ou encore protection des intérêts fondamentaux des États." Il suffirait donc de les cibler sur des individus qui présentent une menace réelle, et ce avec une finesse toute française.

Nous voici donc lucides et contents. Certains refusent de parler de coup d'État en Égypte, d'autres d'espionnage entre amis.

De quoi faut-il le plus s'émouvoir dans cette affaire ? De savoir que des amis vous espionnent et que les arcanes de la Realpolitik prospèrent toujours ? ou de ce que cela ne change rien de le savoir ?

François-Bernard HUYGHE, le 9 juillet 2013